

Le 9 avril

→ tous concernés !

**La journée
d'action
pour le
dévelop-
pement
industriel
concerne
tous les
salariés.**

Le chômage et la précarité grandissante, la faiblesse de l'emploi et des salaires, l'insuffisance de production et le faible niveau de financement de la recherche, de la formation professionnelle, nourrissent l'insécurité sociale et pèsent sur le développement des entreprises et de l'économie.

Tout cela a obligatoirement des conséquences sur le développement économique local. Une désindustrialisation du département toucherait toutes les catégories, y compris les services publics qui subissent déjà cette casse avec menaces sur les hôpitaux, des délocalisations, des fermetures de postes, suppressions de classes, difficultés accrues pour le commerce, etc.

Notre département, avec son industrie, possède des atouts pour relancer la croissance, développer l'économie et l'emploi.

Pour cela, il est urgent de sortir des logiques financières enfermées dans des objectifs d'abaissement des coûts salariaux au nom d'une recherche de rentabilité à deux chiffres.

La Loire-Atlantique ne peut continuer à devenir un département à bas salaires et de précarité avec des charges de travail élevées et des conditions de travail qui se dégradent.

Aujourd'hui, on nous parle d'un plan de 6000 emplois ou plutôt "6000 compétences" dans le département. **C'est bien, mais attention que cette "bonne nouvelle" ne se transforme en mauvaise !**

En effet, les premières réunions qui se sont tenues suscitent pour la CGT interrogations et inquiétudes sur la qualité des emplois.

Ces emplois industriels pour qui, comment, avec quels statuts ? Il y a de quoi aussi être inquiet quand on voit à titre d'exemple ce qui se passe sur le bassin nazairien.

Le modèle de sous-traitance en cascade qu'on veut imposer dans l'industrie comme dans la navale ne génère que plus de précarisation et d'insécurité sociale.

On manque paraît-il de salariés qualifiés dans de nombreux métiers dans le département !

A qui la faute quand on ferme des filières de formation professionnelle, que le contrôle du Medef devient de plus en plus important sur un tas d'organismes de formation professionnelle pour favoriser ses propres centres de formation.

Alors, demain, attention à ce que l'argent public ne serve à répondre seulement à la demande des employeurs.

La CGT y veillera et s'y opposera.

Sur le manque de personnel, là aussi pas mal de questions quand on sait que pour 2006 sur St-Nazaire, 17800 intérimaires ont travaillé 2 mois et demi contre 3,6 mois en 1995.

Cela représente 4405 emplois à temps plein. Il faut savoir que sur ce travail intérimaire l'industrie représente 52 %.

Pour le travail des salariés étrangers, il suffit de regarder l'actualité de ces derniers jours qui amène des travailleurs à mettre leur vie en danger pour simplement se faire payer leur travail.

Alors pour toutes ces raisons :

⇨ oui il faut une industrie forte porteuse de progrès social avec de vrais emplois qualifiés,

⇨ oui à 6000 emplois avec une vraie qualification, une formation qui permette aux salariés d'évoluer dans leur activité tout au long de leur carrière avec un vrai statut du salarié avec une vraie protection sociale et professionnelle.

On ne peut parler emploi sans parler qualité.

1 emploi direct bien rémunéré,

↳ c'est 6 emplois induits.

**L'Union Départementale CGT
de Loire-Atlantique propose
aux salariés du secteur public,
du privé, retraités, étudiants,
privés d'emploi, à la population
de se rassembler avec les U.D.
CFDT, CFTC, Solidaires,
UNSA, FSU,**

**le MERCREDI 9 AVRIL
à 15 heures
Place de la Gare
à ST-NAZAIRE**